

DÉSACCORDS SOUVERAINS

Dialogue animé par **Élisabeth Lévy**
et **Jean-Baptiste Roques**

Eugénie Bastié et Natacha Polony sont les deux reines du journalisme d'idée. Ou plutôt, les deux Marianne. Mais quand l'une chérit la France d'avant 1789, l'autre défend la République laïque. Elles s'entendent cependant sur un point : nous fonçons dans le mur, et il faut virer de bord. À gauche ou à droite ?

Causeur. Vous vous connaissez depuis longtemps. Pour commencer, on aimerait que chacune nous parle de l'autre.

Eugénie Bastié. Je veux d'abord dire mon immense admiration pour Natacha. Quand j'étais jeune journaliste, elle était un de mes modèles. D'abord pour sa cohérence. Dans le champ intellectuel et politique, les gens disent souvent l'inverse de ce qu'ils font ou pensent. Pas elle. De plus, elle a le don de formuler des idées complexes avec simplicité et clarté. Enfin, Natacha est un être très complet, qui sait fabriquer ses vêtements, jardiner et produire des choses intéressantes intellectuellement. Moi qui ne sais rien faire de mes dix doigts, je suis fascinée par ce côté manuel-intellectuel. J'ai un scooter, mais je suis absolument incapable de le réparer.

Natacha Polony. Notez que ce genre d'objets est de moins en moins réparable et c'est un sujet. Mais d'abord, Eugénie. Le premier mot qui me vient à l'esprit, c'est tout de même « brillante ». Cela s'est vu immédiatement quand elle a surgi dans le paysage et fait souffler un vent de renouveau et d'intelligence. C'est aussi une pionnière qui incarne un courant intellectuel et une façon d'être au monde longtemps marginalisés, et qui comptent aujourd'hui dans le paysage idéologique. Enfin, elle a cette humilité et cet appétit qui la poussent à travailler, à apprendre, à se nourrir. C'est rare dans nos métiers et dans nos milieux.

Vous êtes aussi courageuses.

N. P. Les gens qui ont été authentiquement courageux,

comme ceux qui ont rejoint de Gaulle à Londres, disent toujours avoir agi par devoir, parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement. Le courage est lié à une forme de morale du devoir et d'impératif.

E. B. En réalité, je suis assez inconsciente. Je suis sensible à la critique des gens que j'aime et que j'admire, mais je me fous complètement des insultes sur les réseaux sociaux. Le courage, c'est de surmonter sa peur. Moi j'ai un tempérament casse-cou, ce n'est pas pareil.

Certes, vous ne risquez pas vos vies. Mais vous n'êtes pas accommodantes avec vos convictions. Si nous avons voulu vous réunir, c'est parce que tout en participant au débat public à partir de rives opposées, vous avez beaucoup de points communs, y compris familiaux : vos mères sont toutes deux médecin et vous avez trois enfants chacune.

E. B. Oui j'aime aussi chez Natacha le fait qu'elle a réussi à avoir trois enfants et la carrière que l'on sait. Cela m'a prouvé que c'était possible.

N. P. Je suis heureuse d'avoir été un modèle pour toi sur ce point, comme ma mère l'a été pour moi. Aujourd'hui, on n'arrête pas de dire aux femmes à quel point c'est difficile d'élever des enfants, on les bombarde d'injonctions sur la façon de le faire. Et la natalité s'effondre, notamment parce qu'élever des enfants semble impossible. Il faudrait plutôt dire aux femmes que nous sommes toutes des mauvaises mères et que ce n'est pas si grave.



Eugénie Bastié.



Natacha Polony.

Vous ne semblez pas écrasées par la charge mentale.

N. P. Certes, mais je reconnais que les enfants, c'est parfois pénible ! Toutes les deux, nous nous sommes opposées par article interposé sur la question des enfants dans les trains. J'ai passé dix ans de ma vie sur les plateformes avec mes enfants, parce que dès que l'un pleurait, je me levais pour ne pas déranger le wagon, et j'ai passé dix ans à les occuper au restaurant et donc à ne pas profiter du restaurant, pour qu'ils ne dérangent pas. Ma fierté, c'est que maintenant, ils savent se tenir.

E. B. Cela me désole que, dans une société toujours plus vieillissante, les gens se déshabituent à la présence des enfants. Ils sont de moins en moins tolérants aux cris, s'agacent très vite parce qu'ils sont sur leur téléphone

portable. Je suis sûre que, dans une rue des années 1950-1960 en France, il y avait beaucoup plus de gamins qui couraient partout, jouaient, faisaient des bêtises. La vie, quoi ! Ce qui ne change rien au fait que le devoir des parents est de les éduquer, de les limiter, ce qu'on s'efforce tous de faire (enfin pas tous malheureusement).

Autre point commun, vous êtes de très jolies femmes. En avez-vous souffert dans votre vie professionnelle ou cela vous a-t-il aidées ?

N. P. J'ai eu beaucoup de problèmes dans la vie, mais pas celui-là ! J'ai plutôt souffert dans mon adolescence de ne pas me sentir très belle. Ma force a été, au fur et à mesure des années, d'approprier mon physique et mon corps.

→



E. B. Je ne me suis jamais vraiment posé la question mais oui, être une femme d'apparence non repoussante (*éclat de rire général*) est plutôt un avantage. Natacha, le titre de ton livre, *La France. Corps et âme*, rappelle que nous ne sommes pas de purs esprits. On joue de notre corps, de notre physique, comme de notre esprit. On est inégaux à la naissance, pour l'esprit et pour la beauté. Après, on peut s'améliorer. Ceci étant, être une femme aujourd'hui dans le milieu du journalisme, qui s'est féminisé à grande allure, est plutôt un atout. Je ne comprends pas ces consœurs qui se plaignent d'être reléguées aux oubliettes. On m'a parfois choisie pour telle ou telle émission parce que j'étais une femme, même si je crois aussi avoir certaines qualités !

N. P. Moi aussi, j'ai parfaitement conscience d'avoir bénéficié dans ma carrière du fait d'être une femme. Nous savons tous qu'à profil égal, à intelligence égale, des télévisions, des radios choisiront plutôt une femme. Dans certains secteurs sévit encore une forme de machisme, de verrouillage très subtil des instances dirigeantes. Plus dans les médias. Quand j'étais jeune journaliste, toute la direction du journal était masculine. Il y avait un plafond de verre. Depuis, le plafond de verre a explosé et il n'y a plus que des femmes à la tête des news magazines. En revanche, j'ai une compassion infinie pour les femmes qui sont au bas de l'échelle sociale et qui subissent encore des comportements machistes ou bien pires.

Avez-vous aussi de la compassion pour les hommes écartés parce qu'ils ne sont pas des femmes ?

N. P. J'en ai défendu plusieurs. Et je me suis aussi insurgée contre le traitement abject fait à certains, parce qu'on met sur le même plan une parole un peu sexiste ou balourde et un viol. J'observe qu'il est extrêmement difficile aujourd'hui d'être un jeune homme, et tout autant d'éduquer un garçon.

E. B. Moi, je crois à l'égalité des chances, pas du tout à l'égalité des résultats. La parité, notamment en politique, a eu des résultats désastreux, à commencer par l'élection à la présidence de l'Assemblée nationale de Yaël Braun-Pivet dont la seule ambition politique est d'être une femme. Elle pense qu'elle doit, pour ce haut fait, se présenter à la présidence de la République. Il y a eu Thatcher, Merkel, aujourd'hui Meloni. Tous les pays du Nord ont eu des Premiers ministres femmes. La France a les règles les plus strictes du monde en matière

de parité et elle n'a pas produit une seule femme politique de premier rang. Certains en concluent que la loi salique continue à agir dans notre imaginaire. Je crois plutôt que la parité obligatoire ne fait pas émerger les meilleurs.

C'est méchant pour Ségolène Royal.

N. P. J'allais le dire. Je n'ai jamais été une grande admiratrice de Ségolène Royal, mais elle a tout de même pesé à un moment donné.

Quoi qu'il en soit, dans dix ans, le grand problème de toutes les institutions...

N. P. Ce sera le manque d'hommes.

E. B. Cependant, un domaine crucial échappe entièrement à la féminisation, c'est la tech, un secteur dirigé exclusivement par des hommes. Or, c'est un milieu extrêmement méritocratique, où le meilleur gagne. Cela signifie que, même dans des pays et des régimes très égalitaires, les femmes se tournent moins vers les métiers de l'ingénierie et plus vers ceux de la relation. Il ne faut pas s'y résoudre. Au contraire, il faut peut-être pousser davantage les femmes dans les mathématiques et l'ingénierie.

N. P. Oui, il y a une moindre appétence des femmes pour les sciences et les mathématiques, qui tient largement aux stéréotypes culturels. Cependant, le problème, c'est plutôt l'effondrement du niveau général en maths. Par ailleurs, on s'inquiète des métiers pas assez féminisés, jamais des métiers qui le sont trop, comme l'enseignement. Les garçons aussi ont besoin de modèles auxquels s'identifier. Il n'est pas neutre qu'ils voient surtout des femmes pour incarner le savoir, la transmission, alors que leur décrochage à l'école primaire et au collège est plus inquiétant que celui des filles. Mais il y a là un tabou absolu.

Vous êtes d'abord des femmes de l'écrit. Comment comptez-vous survivre à la fin de la graphosphère ? Qui aura besoin de vos talents dans le monde qui vient ?

N. P. Plus qu'une femme de l'écrit, je dirais que je suis quelqu'un d'engagé et que l'écriture est une façon de porter mes idées. Mais j'ai baigné dans les livres. La littérature nourrit à la fois la profondeur historique, la compréhension de l'autre et la maîtrise de la langue.

E. B. Beaucoup de journalistes sont des écrivains ratés. Ma passion depuis l'adolescence, c'est vraiment l'écri-



ture, pour moi irremplaçable parce qu'il y a un objet fini, que l'on maîtrise, alors qu'à la télévision, on fait des digressions, on ne termine pas ses phrases, on bégaye — enfin Natacha moins que moi !

Gabriel Attal dit que demain, à l'école, il ne faudra pas seulement apprendre aux élèves à lire, écrire, compter, mais aussi à prompter. Qu'est-ce que cela vous inspire ?

E. B. C'est absolument consternant, parce que pour prompter, c'est-à-dire donner des ordres à la machine, mais aussi séparer le vrai du faux dans ce qu'elle raconte, analyser ses biais, il faut d'abord savoir lire, écrire, compter, posséder un socle d'humanités. Les gens qui n'auront pas cette culture de base seront complètement largués demain. Sébastien Lecornu a annoncé l'instauration d'une heure hebdomadaire d'IA en seconde à partir de la rentrée. Je trouve ça pathétique. Quels enseignements va-t-on sacrifier pour apprendre à des gamins à utiliser l'IA, ce qu'ils font sans doute mille fois mieux que leurs professeurs, parce qu'ils sont connectés toute la journée. Va-t-on aussi leur apprendre à aller sur TikTok ? Sur ce sujet, il faut absolument éviter deux radicalismes : d'une part la position du luddite, à la Abel Quentin, qui dit qu'il faut tout refuser en bloc, ce qui est aussi inopérant que d'être contre les machines à

vapeur au temps du cheval ; et de l'autre une espèce de gâtisme à la Gabriel Attal, qui pense qu'on va régler tous les problèmes de la France en mettant de l'IA partout.

N. P. En politique, si on ne parle pas d'IA, on a l'air ringard. Mais le véritable enjeu, c'est de savoir si nous allons utiliser des IA américaines ou éventuellement chinoises. Nous formons des chercheurs, des ingénieurs, des techniciens de haut vol, mais ils sont tous dans les labos de recherche IA des Gafam. Et l'Europe a été incapable de leur offrir un écosystème favorable. Par ailleurs, Mistral est une pépite pour la France, mais si elle est la seule, nous ne nous en sortons pas face au lobbying des États-Unis, qui s'exerce à plein à Bruxelles. Pour le reste, le problème de l'école française est avant tout le sous-investissement dans le primaire, qui est le stade où tout se joue.

Parlons des choses qui vous fâchent (très joyusement), donc de politique. Vous définiriez-vous comme souverainistes ?

N. P. Pour moi, ce qualificatif sert surtout à discréditer. Je ne suis pas souverainiste, je suis pour la souveraineté du peuple qui est l'autre nom de la démocratie. Or celle-ci ne peut pas exister si la nation elle-même n'est pas souveraine, c'est-à-dire si elle est entravée par d'autres puissances. D'où l'enjeu essentiel d'une véritable poli-

Gabriel Attal, secrétaire général de Renaissance et candidat à l'élection présidentielle de 2027, lors d'un meeting à Paris, 30 mai 2026.





Donald Trump signe des décrets consacrés à l'éducation dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, Washington, 23 avril 2025.

tique de production sur le sol français, sans laquelle nous dépendons totalement du bon vouloir d'autres nations, que ce soit pour nous nourrir, nous soigner ou nous défendre. Le titre premier de la Constitution de 1958, c'est « De la souveraineté ». En faire un « isme », c'est la réduire à un objet un peu bizarre, dans un petit coin de l'échiquier politique. Du reste, ces dernières années, tout a été fait pour repousser à l'extrême droite, sous les espèces du « souverainisme », la nation elle-même.

E. B. Dans le communiqué où elle s'émouvait de ma venue sur France Télévisions, la SDJ me taxait de souverainiste, comme si c'était une insulte. Eh bien moi, j'assume ce terme ! Mais contrairement à toi, j'observe qu'aujourd'hui, la souveraineté est mise à toutes les sauces. Il n'y a pas un politique qui ne parle de souveraineté alimentaire, technologique, numérique, sanitaire. Aujourd'hui, tout le monde est souverainiste.

Aujourd'hui, les milieux souverainistes, gaullistes ou nationalistes prônent l'apaisement avec la Russie de Poutine.

Curieuse façon de défendre la nation, non ?

N. P. J'ai toujours été effarée de voir toute une part de la droite nationaliste fascinée par Poutine au prétexte qu'il défendrait l'autorité et les traditions face à une forme de décadence. Moi, je suis une démocrate et je

n'ai aucun appétit pour la brutalité. En revanche, je suis convaincue qu'il fallait discuter avec la Russie, qu'on l'aime ou pas. Les idéologues néoconservateurs, des deux côtés de l'Atlantique, se plaisent à confondre les deux positions pour délégitimer les tenants du réalisme. Ils maintiennent ainsi l'Europe sous domination américaine, sous couvert de défense de « l'Occident ». Mais une architecture de sécurité européenne par l'apaisement des relations avec la Russie était bien l'objectif de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel lors du sommet de l'OTAN en 2008, quand ils ont tenté de dissuader les États-Unis d'inscrire dans le communiqué final que la Géorgie et l'Ukraine avaient vocation à entrer dans l'OTAN. Ce n'était pas de la complaisance, mais une analyse géopolitique fondée sur l'idée que l'Europe ne pouvait pas se permettre d'acculer la Russie sur ses lignes rouges. Cette position-là n'est plus tenable puisque la Russie est désormais objectivement une puissance agressive. Cela ne veut pas dire qu'en 2008, il ne fallait pas essayer. Au contraire, c'est pour avoir échoué que nous en sommes là.

E. B. La fascination de certains souverainistes pour la Russie s'explique essentiellement par l'anti-américanisme, très bien analysé par Dantec dans son journal pendant la guerre en Yougoslavie. Cette vision dévoyée du gaullisme qui conduit à admirer des régimes déplorables parce qu'ils sont anti-occidentaux n'est pas du



non-alignement, mais de l'aveuglement. Du reste, j'ai évolué : je suis toujours souverainiste mais je crois, dans la lignée de Huntington, à l'existence d'une civilisation occidentale qui a des traits communs et des valeurs communes. Cette civilisation n'est pas universelle, elle est le fruit de processus historiques : le catholicisme romain, la féodalité, la Renaissance, la Réforme, l'expansion maritime et le colonialisme, les Lumières et l'émergence de l'État-nation. Elle se définit notamment par la séparation des pouvoirs spirituel et temporel, l'État de droit, le pluralisme social et l'individualisme. Je ne crois pas au divorce total entre l'Amérique et l'Europe. Le monde libre, ça existe ! Aujourd'hui, il est extrêmement isolé sur la scène internationale face à des régimes autoritaires et nous devons nous défendre. Oui, Trump fait la chasse aux sorcières dans les universités et dit souvent n'importe quoi, mais on peut le critiquer, il y a une presse libre, des contre-pouvoirs efficaces, les juges, etc. N'oubliez pas que l'Occident est le produit des révolutions américaine, puis française – car les Français n'ont pas inventé la révolution démocratique.

N. P. Était-ce la défense du « monde libre » qui a poussé les États-Unis à utiliser l'extraterritorialité de leur droit pour torpiller des entreprises européennes ou à mettre sur écoute les dirigeants des pays européens ? Thomas Jefferson, héritier des Lumières, serait assez effondré de voir l'Amérique d'aujourd'hui. J'en reviens et j'y ai rencontré, heureusement, des gens qui veulent faire entendre une voix qui n'est ni celle des MAGA, ni celle des néoconservateurs. Ceux-là attendent justement une France gaulliste, non alignée, qui empêche les États-Unis de sombrer dans l'hybris ; cette hybris qui, après la catastrophe de l'Irak en 2003, aboutit en 2026 à la défaite stratégique des États-Unis dans le détroit d'Ormuz et va renforcer la Chine. Je crois qu'il existe une civilisation européenne fondée sur la liberté humaine, la dignité, la mise à distance de la transcendance, qui ne se confond pas avec la culture américaine. Nous n'avons pas le même rapport à l'argent, ni le même rapport à Dieu. Surtout, nous n'avons pas les mêmes intérêts. Et je pense que le consumérisme américain qui s'impose par le soft power menace ce qui fait la beauté de la civilisation européenne.

E. B. Tu plaisantes ! La mentalité consumériste est très bien partagée des deux côtés de l'Atlantique. La différence, c'est qu'en Europe, elle est soutenue par l'État-providence, et qu'en Amérique elle est le fruit d'une liberté individuelle. Qui est le plus consumériste entre

le rancher du Montana qui élève ses vaches et le Français qui passe ses dimanches chez Ikea ?

N. P. C'est le produit de quatre-vingts ans de soft power. Crois-tu que les États-Unis n'aient pas massivement exporté leur modèle, notamment grâce au plan Marshall ?

E. B. Non ! Ce ne sont pas les Américains qui nous ont rendus consuméristes, mais l'individualisme et le capitalisme qui sont des phénomènes communs aux Occidentaux.

N. P. Ce n'est pas aussi simple...

E. B. Mais si ! La consommation est le fruit de la civilisation des individus, qui s'est déployée aussi bien aux États-Unis qu'en Europe, simplement en Europe on consomme moins parce qu'on s'appauvrit.

N. P. À la fin des années 1970, le PIB par habitant en France était égal, voire légèrement supérieur à celui des États-Unis. Et la société consumériste existe aux États-Unis dès le début du xx^e siècle. Elle ne s'impose en Europe qu'après 1945. L'appauvrissement dont tu parles a été provoqué par le long processus de dérégulation et de division mondiale du travail lancé au tournant des années 1970 par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, traduit dans l'Union européenne par le dogme de la libre circulation des capitaux, des hommes et des marchandises et sanctifié dans les années 1990 au nom de l'« ouverture ».

Eugénie, vous avez évoqué deux révolutions, 1776 et 1789. C'est une sacrée différence entre la France et l'Amérique, non ?

N. P. La France a tiré des conséquences radicales des guerres de religion. Il fallait penser un système qui interdise de replonger dans cette horreur absolue, donc congédier la transcendance. D'où l'idéal du peuple souverain de 1789 : des êtres humains s'assemblent et décident de leur destin, en dehors de toute référence à une loi divine. Cette évolution intellectuelle, qui était à l'œuvre partout en Europe, a abouti dans sa forme la plus intense à cette création singulière qu'est la laïcité à la française, qui est un principe de liberté : la puissance publique protège les individus pour qu'ils ne soient pas assignés à une supposée communauté. Quant aux États-Unis, n'oublions pas que les Pères pèlerins, les « Pilgrim Fathers », arrivés par le *Mayflower*, avaient été chassés d'Angleterre, puis des Pays-Bas pour intégrisme religieux.

E. B. Je ne suis pas du tout certaine que congédier la transcendance ait permis la pacification de



nos rapports sociaux. Que l'on songe aux scènes d'émeutes après chaque match de foot, aux attentats, à l'espèce d'ensauvagement de notre pays où d'abominables meurtres d'enfants surviennent, je ne crois pas que nous ayons des notions de paix civile à donner aux Américains ou aux Anglais, non plus. Quant au fanatisme des Pilgrim Fathers, je vous l'accorde. Mais les fanatiques de 1793 et de la Terreur n'ont rien à envier aux pires fanatiques de toutes les religions. Il y a aussi un fanatisme de la Révolution elle-même, une forme dévoyée des Lumières qui prétend expulser la transcendence à coups de hache. On voit les stigmates de cette intolérance révolutionnaire dans les églises de chaque village de France.

N. P. Pardon, mais il n'y a strictement aucun rapport entre la question de la paix civile et les meurtres d'enfants. Les perversions existent dans toutes les sociétés. Gilles de Rais en est la plus effrayante illustration. Quant aux attentats, je ne pense pas qu'ils aient été causés par un excès de laïcité, mais par son abandon. Ceci étant précisé, je ne suis pas une admiratrice de Robespierre et de la Terreur. Mais je n'oublie pas qu'ils adviennent après des siècles d'oppression, à la fois religieuse et aristocratique. Cela ne signifie pas qu'il faille interdire la religion mais pour ma part, je préfère un monde où elle ne me dicte pas ses dogmes.

Ah, l'éléphant qui dormait se réveille ! La Révolution. Certains, qui appartiennent plutôt à la famille d'Eugénie, pensent qu'elle est l'œuvre du diable et que la France s'est arrêtée en 1789, d'autres sont convaincus qu'elle a commencé en 1789, ça c'est chez Natacha. Est-ce toujours un clivage, sinon politique, au moins culturel, mental ?

N. P. Je trouve toujours que « *les hommes naissent libres et égaux en droits, les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* », ce n'est pas mal.

Mais vous réduisez l'Ancien Régime à une longue ère d'oppression.

N. P. Absolument pas. Mais on ne peut pas non plus effacer cela. Quoi qu'il en soit, j'explique justement dans mon livre que la France n'est pas née de rien en 1789 et je plaide au contraire pour qu'on articule les deux mémoires. Dans l'histoire de France, je prends tout. Il y a bien sûr des racines chrétiennes, mais je n'oublie pas Athènes et Rome. Car c'est tout cela qui aboutit à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et à la République. La France qui parle au reste du monde et dans laquelle tant d'êtres humains se reconnaissent est le produit de cette histoire.

Eugénie, avez-vous oublié Athènes et Rome ?

E. B. Je ne risque pas ! Je m'inquiète parfois que mes enfants connaissent mieux les Romains et les Grecs que l'histoire chrétienne.

N. P. Tout est dans l'histoire grecque et l'histoire romaine !

Revenons à la Révolution...

E. B. Je l'avoue, pour moi 1789 est dans notre histoire une plaie encore béante, qui divise encore profondément notre imaginaire. Attention, je ne pense pas que la Révolution soit le diable, ni qu'on puisse revenir en arrière : de ce point de vue, je suis burkienne. Mais j'aurais voulu que ça se passe autrement, comme dans beaucoup de monarchies européennes : moins de dogmatisme, moins de grandes abstractions et moins de violence. La violence révolutionnaire a laissé des traces profondes et délétères dans l'esprit public. Et puis, que Marc Bloch me pardonne, lui qui pense qu'être français, c'est vibrer à la fois au souvenir du sacre de Reims et à celui de la Fête de la Fédération. Désolée, la Fête de la Fédération, cette célébration d'une fausse religion républicaine, avec un prêtre défroqué, Talleyrand, célébrant la messe sur l'autel de la Patrie, c'est grotesque ! Je préfère vibrer pour Péguy, qui dit « *la République notre royaume de France* ». Ma République, c'est celle qui a su transmettre l'amour de la patrie, se réappropriant l'histoire de France avec Michelet et tous ces hussards noirs de la République qui ont recousu la tunique de la France. D'ailleurs, ces deux France se réconcilient en 1914-1918. Dans les tranchées, il n'y avait plus de dreyfusards et d'antidreyfusards, de républicains et de monarchistes, mais des défenseurs de la patrie.

N. P. Et ça recommence en 1940 à Londres. Il y a l'Action française et les communistes, les pêcheurs de l'île de Sein, « *un quart de la France* ». Mais dans la Résistance, il y a aussi Marc Bloch qui est la quintessence de la France et je fais mienne sa phrase. Rouvrir la querelle de l'Ancien Régime et de la Révolution est stérile, et je ne crois pas une seconde que les Français, dans leur majorité, le souhaitent.

E. B. Je ne suis pas sûre, aujourd'hui, qu'une telle réconciliation soit encore possible, entre ceux qui prêchent la nouvelle France, et ceux qui prêchent la France éternelle, qui ne veut rien dire.

N. P. Eh bien moi, je crois que c'est possible. Je refuse ce choix entre France éternelle et nouvelle France, qui est la négation même de l'identité française, qui est le produit de cette histoire. Si l'on ressasse la violence de 1789, on n'y arrivera pas. Ce processus a accouché d'un idéal fondamentalement appréciable, parfois hélas dans la violence. Mais la promesse républicaine de méritocratie, l'abolition d'une société d'ordre qui assignait chacun à un destin préécrit, c'est le plus bel héritage français. Encore faut-il le perpétuer.

Pour un observateur pressé, la grande différence entre vous est qu'Eugénie est de droite et Natacha de gauche. Mais n'êtes-vous pas toutes deux conservatrices ?

E. B. Je suis une conservatrice de droite et je l'assume. Ma vision de la nature humaine peut se résumer à la métaphore du péché originel : nous naissons imparfaits. À l'inverse de Rousseau qui pensait que nous étions naturellement bons et que c'était la société qui nous rendait mauvais, je crois au contraire que la



E. Letellier, « Le Serment du Jeu de Paume », chromolithographie scolaire, vers 1890-1900.

société peut nous rendre meilleurs. Seulement, étant elle-même imparfaite, elle ne peut pas nous rendre parfaits. Autrement dit, l'idée d'un progrès indéfini de l'homme me semble fausse. Je conçois au contraire l'histoire comme une succession d'époques au cours desquelles nos ancêtres ont tenté de trouver des solutions politiques convenables à des situations changeantes. La République est ainsi, selon cette lecture, une réponse à la montée de la bourgeoisie, et pas une victoire du gentil peuple contre les méchantes élites. Résultat, contrairement à la gauche, je regarde le passé avec humilité, sans m'imaginer être plus vertueuse que les générations antérieures et en me méfiant de ceux qui promettent des lendemains qui chantent.

N. P. On peut être de gauche sans penser que le présent est nécessairement supérieur au passé ! C'est tout l'intérêt de faire lire aux jeunes générations l'*Iliade* et l'*Odyssée*, mises par écrit huit siècles avant Jésus-Christ : leur enseigner l'humilité. En ce sens, je me reconnais dans une forme de conservatisme. Car je crois que l'être humain a besoin de s'inscrire dans plus grand que lui et que nous vivre comme des héritiers appelés à transmettre constitue une forme de spiritualité absolument nécessaire. Ce qui ne m'empêche pas de croire en un progrès possible. Pas seulement un progrès scientifique et technique, mais un progrès humain, certes fragile, certes constamment remis en cause, mais pour autant essentiel. L'histoire est faite d'avancées majeures. Nous ne pourrions plus faire comme si des êtres humains n'avaient pas porté les idées de liberté et d'égalité entre les hommes comme entre les peuples, comme si l'esclavage n'avait pas été disqualifié... Ce qui ne signifie pas que les pulsions ne ressurgissent pas. Elles le font à chaque fois que le processus de civilisation est mis à mal. Nous sommes actuellement dans un processus de ré-ensauvagement, c'est-à-dire de régression de la

civilisation, en France et en Europe. Toutefois, je reste convaincue de la possibilité de faire advenir une société qui permette de faire surgir le meilleur de l'être humain plutôt que de cultiver la frustration ou les perversions.

Voilà plus d'une heure que vous vous affrontez courtoisement. C'est de plus en plus rare. Aujourd'hui, chacun reste dans son couloir, les médias ne servant plus à leur public que ce qu'il a envie d'entendre. CNews câline la droite, France Inter dorlote la gauche. Où peut-on encore s'engueuler ?

E. B. À Causeur ! Cela dit, c'est vrai, on débat moins qu'avant. Alors que, paradoxalement, on n'a jamais exprimé dans l'espace public autant d'opinions différentes et tranchées qu'aujourd'hui. Sauf que chacun s'est enfermé dans sa bulle. Désormais, au nom du respect des sensibilités, on trouve normal de refuser d'entendre les arguments de l'adversaire. Il suffit de dire qu'on est offensé. C'est encore une dérive de l'individualisme. La possibilité de la rationalité et de l'universalité, auxquelles la civilisation du Livre nous avait habitués, est en train de disparaître.

N. P. Je suis d'accord. J'ajouterais simplement une explication économique. Depuis quarante ans, le système néolibéral assure sa domination en contournant les institutions démocratiques et en imposant une pression idéologique : si vous n'applaudissez pas au libre-échange généralisé, vous êtes xénophobe et adepte du repli. Cette chape de plomb a provoqué une réaction dont l'ultra-polarisation actuelle est la conséquence. S'ajoute un facteur microéconomique : la crise des médias traditionnels les oblige à se focaliser sur un public de niche qu'il faut galvaniser pour le mobiliser. Sans oublier les réseaux sociaux, qui amplifient le phénomène. Je remarque d'ailleurs que les partis politiques jouent sur les mêmes ressorts. Chacun →



s'adresse exclusivement à sa base, dans une logique minoritaire, en espérant, à la fin, être moins détesté que l'autre en face.

Alors qu'Eugénie participera l'an prochain à « L'Heure de vérité » sur France 2, vous, Natacha, ne serez plus dans « Le Grand Face-à-Face » sur France Inter à la rentrée. Comment l'expliquez-vous ?

N. P. Je vais regretter cette émission qui était un modèle de débat apaisé, respectueux et soucieux d'une argumentation de fond. J'ai souvent été remerciée, notamment avant ou après une élection présidentielle. Je garde en mémoire ce que m'avait dit Jean-François Kahn à cette occasion : « *Et alors ? C'est une médaille, pour un journaliste, d'être viré. Si vous n'avez jamais été viré, c'est que vous n'avez pas fait votre travail : vous n'avez dérangé personne.* »

Quoi qu'il en soit, reconnaissez qu'il y a un camp qui est plus responsable que l'autre de l'atmosphère de censure et de surveillance qui plombe le débat public.

N. P. Je le reconnais d'autant plus volontiers que, depuis trente ans, la promotion la plus ardente de la dérégulation économique émane de la deuxième gauche, la

gauche libérale-libertaire de Bill Clinton et de Tony Blair.

E. B. Je ne crois pas que ce soit la dérégulation économique qui nous rende tellement intolérants aux opinions contradictoires. Aux États-Unis, où l'économie est nettement moins régulée, on débat davantage qu'en France. Et puis franchement, je n'ai pas l'impression que notre pays ait rompu avec le socialisme. Nous étouffons chaque jour un peu plus sous le poids des normes et de la dépense publique.

Voilà un désaccord frontal entre vous !

N. P. Voilà en effet vingt ans que les libéraux m'expliquent que le néolibéralisme est un fantasme puisque nous subissons une inflation administrative et fiscale. Ils refusent de voir la différence entre le libéralisme et ce qu'on appelle le néolibéralisme, c'est-à-dire le libre-échange et la mise en concurrence des zones économiques à travers la libre circulation des capitaux. La mondialisation marchande a eu pour effet de dessaisir les États de leurs possibilités mêmes d'action. Et de ce point de vue, l'Union européenne est la zone la plus dérégulée, celle qui s'est systématiquement privée de tous les moyens de mener une politique à travers des choix budgétaires, monétaires ou de planification. Et plus les politiques sont impuissantes, plus ils fabriquent de la norme inutile pour faire croire qu'ils agissent. Aujourd'hui, si on harcèle le paysan qui a installé ses extincteurs à dix centimètres du sol au lieu de douze, c'est pour mieux cacher qu'on ne sait pas quoi faire pour lui permettre de vivre de son travail. Quant à la dépense publique, elle sert à acheter la paix sociale pendant que l'État laisse piller son outil industriel et le soumet à une concurrence déloyale.

Natacha Polony, certains disent que vous êtes tentée de sauter le pas et de vous présenter à la présidentielle. Est-ce vrai ?

N. P. Je vous répondrai d'abord par une remarque générale. En France, la question de l'engagement traverse toute l'histoire du journalisme. Cela vient de notre conception de la République : par principe, tout citoyen est engagé. Quant à ma personne en particulier, je cherche avant tout à être utile et à imposer les débats essentiels pour l'avenir. La destruction de l'école, la paupérisation du pays, le décrochage industriel, les flux migratoires incontrôlés, tous ces phénomènes s'accroissent. Alors, oui, je me pose la question. Pour le moment, je n'y ai pas encore apporté une réponse décisive.

D'autant que, pour se présenter à la présidentielle, il ne suffit pas d'en avoir envie. Il faut aussi récolter 500 signatures d'élus...

N. P. Le système est en effet scandaleusement verrouillé. En 2022, de nouvelles mesures ont même été

prises pour rendre les choses encore plus compliquées, puisque non seulement les listes de parrainage sont publiées, mais les élus doivent remplir un formulaire Cerfa envoyé en mairie. Il ne faut pas s'étonner de la frustration politique des Français dès lors que tout est fait pour empêcher de nouvelles offres de surgir.

Si vous vous lancez, on pourra dire qu'avec vous la politique est la continuation du journalisme par d'autres moyens. Pour vous Eugénie, le journalisme est-il une façon de faire de la politique par d'autres moyens...

E. B. J'ai en effet hésité, quand j'étais à Sciences-Po, entre la politique et le journalisme. Mais j'ai opté pour la presse, car j'y ai trouvé un équilibre plus « philosophique » entre pouvoir et vérité. J'ai l'impression que même les hommes politiques les plus honnêtes sont parfois obligés de mentir et de faire preuve de démagogie.

N. P. Je suis peut-être naïve, ou optimiste, mais je pense qu'on peut être un élu de la République et garder en même temps sa dignité en toute chose.

E. B. Je suis sûre que si tu te lances en politique, tu y arriveras. Quant à la présidentielle, je partage ton avis, nous sommes arrivés à un moment crucial. Je trouve cependant que tu ne donnes pas à la question migratoire une place suffisamment centrale. Nous nous trouvons à un moment de basculement démographique. Il faut fermer le robinet migratoire pour que nous puissions ensuite délibérer ensemble de ce que nous voulons faire de la France. Sachant qu'à mon avis, le salut ne passera pas uniquement par l'élection présidentielle. Chaque Français aussi doit se prendre en charge. Nous devons arrêter de déléguer notre bonheur au chef de l'État. Une grande partie de l'avenir du pays se joue aussi dans l'éducation des enfants, dans les familles, dans la transmission de l'amour de la France.

Avec le déficit abyssal qui est le nôtre, cela se jouera également sur les sacrifices dont nous sommes capables, sur les retraites et les dépenses sociales en particulier.

N. P. Notre pays souffre en grande partie de l'absence totale de responsabilité de ses dirigeants. Ceux-là mêmes qui ont choisi de laisser détruire l'outil productif, de torpiller nos avantages compétitifs et de nous livrer aux appétits de puissances impérialistes. Le redressement ne partira que d'un récit cohérent et partagé sur l'avenir du pays. Sans quoi chacun s'enfermera dans une logique centrifuge : chacun pour soi et Dieu pour tous. Pour faire accepter des réformes à nos concitoyens, pour réveiller les énergies, il faut les convaincre que chacun contribuera et que chacun y gagnera quand le pays produira à nouveau de la richesse. Pour moi, la politique, c'est une cathédrale, avec des clés de voûte et des arcs-boutants. Un

équilibre à entretenir en permanence entre l'individuel et le collectif.

E. B. Cet équilibre est loin d'être atteint. Je vais vous donner un exemple très concret. Lors de la dernière canicule, il faisait 38 degrés dans l'école communale de mes enfants. Invivable ! Les parents se sont alors organisés de façon spontanée et ultra-solidaire pour trouver des solutions. Certains ont proposé de prêter des climatiseurs. « Impossible », a rétorqué le maire. *Trop d'appareils pourraient faire sauter les plombs et je serais pénalement responsable.* » À force d'insister, nous avons obtenu qu'il autorise les climatiseurs. Morale de l'histoire : si on se repose exclusivement sur le pouvoir, on dévitalise l'initiative et la générosité.

N. P. J'entends ce plaidoyer. Mais à l'échelle d'un pays, il faut bien la puissance de l'État pour mener les projets les plus ambitieux. Si, par exemple, vous voulez équiper toutes les écoles avec des climatiseurs, vous ne pouvez pas compter sur les parents. Mais vous pouvez faire en sorte que les appareils soient produits en France. Sans quoi c'est une pure perte pour l'économie. Or pour mobiliser une filière industrielle, rien n'est plus efficace que l'action publique et la planification. Une planification intelligente qui définit les intérêts vitaux sécurise les investissements pour laisser surgir les énergies du secteur privé. C'est comme cela que l'on construit les cathédrales depuis mille ans : avec une vision d'ensemble et une attention pour chaque détail. La France doit redevenir une cathédrale. •

